

adoptée une résolution positive, qui soulignait que les changements politiques pouvaient constituer des facteurs de paix et de stabilité dans la région et demandait que la communauté internationale accompagne les efforts de stabilisation du gouvernement. Résolution proposée par le Rwanda et soutenue par la France, au niveau ministériel!

C. B.

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*Le meccano belge est bien huilé\*\*\*\*\*

HANOI - De notre envoyé spécial

Soutenue dès l'origine par l'ensemble des pays africains, la candidature de Roger Dehaybe au poste d'administrateur général de l'Agence de la francophonie ne paraît susciter aucune controverse. Jean-Luc Dehaene relève que même si c'est la Communauté française qui joue dans ce domaine le rôle actif, la diplomatie belge aura fourni sa part, en soutenant à fond l'actuel patron de la diplomatie de la Communauté française: Qu'un Belge accède à un poste international, c'est toujours intéressant...

Vu de Hanoi, le modèle institutionnel belge paraît fonctionner à merveille. Nulle crispation dans le parrainage conjoint des accords commerciaux passés avec le Vietnam. Puisque la tradition veut que le Premier ministre soit présent aux sommets de la francophonie, j'en profite pour relancer les contrats bilatéraux, note à ce propos le premier ministre. Et tant mieux si ce sont les attachés commerciaux des Régions qui ont effectué l'essentiel du travail.

Le virage politique pris par la francophonie ne risque-t-il pas de mettre l'Etat fédéral en difficulté? Dans un tel cadre, la Communauté française pourrait en effet souscrire à des prises de position qui n'auraient pas l'agrément fédéral. Il serait concevable, reconnaît Dehaene, dans l'optique belge, que la Communauté française soit seule présente ici. La Flandre et les Pays-Bas n'ont pas réclamé la présence de l'Etat fédéral pour conclure certaines réformes linguistiques. Le principe, c'est que, s'il s'agit d'un point de politique étrangère, la Communauté française doit s'accorder sur la politique menée au plan fédéral.

Ce que j'attends du sommet? Que la francophonie, plus politique, soit aussi plus performante dans le domaine de l'éducation, souligne pour sa part Laurette Onkelinx. La Communauté française soutient la priorité économique voulue par les Vietnamiens et la plupart des pays du sud. Mais pas au détriment de l'éducation. Celle-ci est l'essence même de la politique de la francophonie, rappelle Onkelinx. Dans les textes initiaux, cette référence avait disparu! Le mot même d'éducation ne figurait plus nulle part. Et les budgets consacrés à ce domaine avaient été revus à la baisse. Nous avons fait en sorte de rectifier le tir, souligne la ministre-présidente. Les crédits ont été remis à niveau. Outre l'éducation de base, les pays francophones ont inscrit l'enseignement technique et professionnel comme leur nouvelle priorité.

Tout cela n'empêche pas de déceler dans le grand corps de la francophonie quelques inquiétants symptômes de maladie. Ainsi, la place des femmes est en